

2. Dans l'affirmative, (a) combien de soumissions a-t-on reçues, et quelle était la somme de chacune? (b) de qui venaient-elles? (c) à qui l'entreprise a-t-elle été adjugée?

M. *Armstrong* (Lambton)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelle décision, s'il en est, le gouvernement a-t-il prise quant à l'accomplissement des recommandations contenues dans le rapport final de la Commission royale sur les ressources naturelles, le commerce et la législation de certaines parties des domaines de Sa Majesté, présenté aux deux chambres du Parlement britannique par ordre de Sa Majesté, en mars 1917, indiquant qu'il n'est pas désirable que l'exploitation des compagnies de vapeurs, portant des passagers et du fret entre le Dominion du Canada et le Royaume-Uni, demeure plus longtemps libre de toute surveillance de la part du gouvernement?

2. Le gouvernement du Canada se propose-t-il de prendre incessamment des mesures pour aider au gouvernement impérial à établir le contrôle gouvernemental des transports océaniques faisant affaires (ou faisant affaires de temps à autre) entre les ports du Royaume-Uni et les ports du Dominion du Canada?

3. Le gouvernement canadien a-t-il attiré l'attention du gouvernement impérial sur le fait que de sérieuses différences dans les tarifs de fret sont faites, contre les produits transportés du Canada, par les navigateurs britanniques, par comparaison avec les produits similaires transportés d'autres pays?

M. *Casgrain*—Lundi prochain—QUESTION—Le gouvernement a-t-il l'intention de soumettre une législation pour déporter, ou rapatrier, dans leur pays d'origine, les sujets de nationalité ennemie qui sont actuellement dans les maisons de santé ou les pénitenciers du Canada?

M. *Deslauriers*—Lundi prochain—QUESTION—Quel genre de sceau l'honorable M. Doherty et l'honorable M. Sifton ont-ils apposés au Traité de paix de Versailles, au nom du Canada? Que signifient ces sceaux?

M. *Ethier*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel est jusqu'ici le coût total de la classification du Service civil du Canada, autorisée par le Parlement et préparée sous la direction de la Commission du Service civil?

2. Quel est le coût total de la papeterie et de l'impression du premier rapport fait par les prétendus experts nommés à cette fin; ainsi que le coût des tableaux de classification et de traitement, formant cédula dudit rapport déjà soumis par la Commission du Service civil, et qui a été rejeté et jugé inacceptable?

3. Quels sont le montant total payé, (a) aux prétendus experts, jusqu'à date; et le nombre de jours qu'ils ont travaillé à la préparation de la dite classification du Service civil du Canada; (b) leur salaire, par heure, par jour; (c) le nombre de leurs employés; et le montant qui leur a été payé jusqu'ici?

4. Les prétendus experts sont-ils d'origine britannique ou citoyens américains?

5. S'ils sont américains, pourquoi ce travail a-t-il été confié à des citoyens américains plutôt qu'à des citoyens d'origine britannique?

Le *ministre du Commerce*—Lundi prochain—La Chambre en comité sur la résolution suivante:—

Résolu,—Qu'il est expédient de décréter que les pouvoirs, devoirs et droits de la Commission canadienne du blé (nommé par le Gouverneur en conseil sous l'empire des dispositions du Décret du Conseil du trente et un juillet mil neuf cent dix-neuf, C.P. No 1589, indiquées dans ledit décret du conseil et dans les décrets du conseil du sept août mil neuf cent dix-neuf, C.P. No 1659, et du dix-huit août mil neuf cent dix-neuf, C.P. No 1741), du comité exécutif, du président et des membres de ladite Com-